



THÈME

Action climatique et budgétisation sensibles au genre

LIEU

Port-d'Espagne, Trinité-et-Tobago

DATE

22-24 mai, 2018

PARTICIPANTS

Plus de 130 parlementaires, membres du personnel de gouvernement et parlementaire, et représentantes et représentants de la société civile et d'organisations internationales provenant de 26 pays

10^e RENCONTRE DU RÉSEAU PARLEMENTAIRE POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES DE PARLAMERICAS

#ParlAmericasGender

La 10^e Rencontre annuelle du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas (RPEG) a été accueillie à Port-d'Espagne par le Parlement de la République de Trinité-et-Tobago. Cette rencontre de trois jours a rassemblé des parlementaires de toute l'Amérique et de la région des Caraïbes, ainsi que des activistes de la société civile et des spécialistes du domaine. Les déléguées et les délégués ont participé à une série de sessions de travail visant à examiner les impacts différentiels du changement climatique et des catastrophes naturelles à partir des inégalités socio-économiques et d'autres facteurs démographiques. Les présentations et les dialogues ont témoigné du rôle transformateur que l'analyse et la budgétisation sensibles au genre peuvent jouer dans cet objectif. La Rencontre a également souligné l'importance de renforcer la participation des femmes dans la prise et

l'exécution de décisions, afin d'intégrer pleinement leurs connaissances et leur expertise dans la planification pour un avenir plus résilient. Les parlementaires ont échangé des stratégies et des réflexions sur la progression vers ces objectifs communs grâce à leurs fonctions (en particulier la surveillance de l'exécutif et l'approbation des budgets) et à des partenariats avec différentes parties prenantes.

Cette Rencontre a permis de s'appuyer sur le travail interconnecté de deux domaines de programme de ParlAmericas (l'égalité des genres et le changement climatique) et d'appliquer les apprentissages d'activités récentes sur la réduction des risques de catastrophe, les mouvements sociaux et l'analyse sensible au genre intersectoriel.



3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE



5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES



13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Cette activité s'aligne avec les ODD3, 5 et 13



Les documents de chacune des sessions de la Rencontre sont disponibles sur le site web de ParlAmericas. Vous trouverez également des lectures conseillées sur les sujets abordés durant les sessions.

Premier jour : Jeter les fondements de la budgétisation sensible au genre

Les premières activités organisées dans le cadre de la Rencontre ont été des sessions de formation à la **budgétisation sensible au genre**, proposées en collaboration avec l'ONU Femmes. Ces sessions spécialisées pour les parlementaires ont présenté les concepts principaux et des outils d'analyse pour différentes phases du cycle budgétaire, soulignant des opportunités de promouvoir ou de s'impliquer dans des initiatives de budgétisation sensible au genre à travers le travail législatif, comme préciser la disponibilité et l'utilisation de données ventilées dans ce domaine. Ces sessions ont également exploré la façon dont les résultats peuvent contribuer à atteindre les Objectifs de développement durable, y compris l'ODD 5 sur l'égalité des genres. Durant les formations, les parlementaires ont travaillé en plus petits groupes pour réaliser un [exercice](#) sur un pays fictif dévasté par un ouragan ; ils ont effectué des évaluations post-catastrophe du point de vue de différents ministères et parties prenantes, chargés de conseiller et d'approuver les allocations budgétaires.



La session en anglais et en français a été dirigée par **Isiwa Iyahan**, spécialiste du programme Autonomisation économique et statistiques du Bureau multipays de l'ONU Femmes pour les Caraïbes ; et ouverte par les remarques de l'honorable **Bridgid Anisette-George**, présidente de la Chambre des représentants (Trinité-et-Tobago) et de l'honorable **Mobina Jaffer**, sénatrice (Canada) et vice-présidente du RPEG pour l'Amérique du Nord. Cette session a également bénéficié d'une [présentation](#) de l'économiste **Armine Yalnizyan**, qui a expliqué les nombreux avantages sociaux et économiques de la budgétisation sensible au genre avec des exemples du Canada, où le dernier [budget](#) fédéral a fait l'objet d'une analyse sensible au genre intersectorielle ([ACS+](#)).

La session en espagnol a été dirigée par **Lorena Barba**, analyste pour la planification et la budgétisation sensible au genre à l'ONU Femmes - Équateur. Elle a débuté avec le discours de bienvenue de la membre de l'Assemblée législative **Cristina Cornejo** (Le Salvador) au nom du Conseil d'administration de ParlAmericas. Mme Cornejo a souligné que cette session visait à instaurer la compréhension des outils de budgétisation pour une répartition plus efficace et équitable des ressources nationales pour tous les membres de la société.

Deuxième jour : Cérémonie d'inauguration

L'inauguration officielle de la Rencontre a été présidée par l'honorable **Nigel de Freitas**, vice-président du Sénat (Trinité-et-Tobago) en tant que maître des cérémonies. Elle a débuté avec les discours de bienvenue de l'hôtesse, l'honorable **Bridgid Annisette-George**, de l'honorable **Ayanna Webster-Roy**, ministre d'État au Bureau du Premier ministre responsable des affaires de genre et concernant les enfants (Trinité-et-Tobago), et de l'honorable **Camille Robinson-Regis**, ministre de la planification et du développement (Trinité-et-Tobago). La membre de la chambre des députés **Karina Banfi** (Argentine), présidente du RPEG, n'a pas pu y assister, mais a donné un discours inaugural et a transmis ses meilleurs vœux pour les sessions de travail par vidéo. L'honorable **Robert Nault**, membre du Parlement (Canada) et vice-président de ParlAmericas a également prononcé un discours d'ouverture au nom du Conseil d'administration de ParlAmericas.

Intervention d'ouverture par WEDO

L'intervention d'ouverture, intitulée « Politique sur l'égalité des genres et le climat : de la parole aux actes, » a été réalisée par **Bridget Burns**, codirectrice de l'Organisation des femmes pour l'environnement et le développement ([WEDO](#)), une organisation internationale qui défend et protège les droits de la personne, l'égalité des genres et l'intégrité de l'environnement. Lors de sa [présentation](#), Mme Burns a souligné l'importance de la période politique actuelle et le caractère opportun de la Rencontre au vu des importantes opportunités de faire avancer cet agenda à travers des accords multilatéraux, par exemple le [Plan d'action Genre](#) adopté à la COP23, ou à travers les [Contributions déterminées au niveau national](#) (CDN) de chaque pays pour l'Accord de Paris, soumises tous les cinq ans au secrétariat de la CCNUCC. Elle a donné des exemples pour illustrer les avantages qu'il y a à adopter une approche sensible au genre face au changement climatique. Parmi ces exemples, elle a mentionné le fait de garantir les droits de la personne et d'avoir des politiques n'exacerbant pas les inégalités. Elle a également souligné l'importance capitale des parlementaires dans ce travail.

« L'engagement et le leadership égaux des hommes et des femmes sont nécessaires pour rendre notre réponse au changement climatique pleinement effective. Il n'y a pas de taille unique. Dans le contexte du changement climatique et du développement durable, la neutralité entre les genres, même si elle existait vraiment, ne sera pas seulement inadaptée, mais est et sera inefficace et entraînera un gaspillage de ressources. Et bien sûr, elle négligera une très grande partie de la population, voire la moitié. En tant que parlementaires, nous avons depuis longtemps reconnu que le genre est un sujet transversal, et il nous incombe donc d'élaborer en conséquence nos politiques d'atténuation et de réduction des risques, de préparation, de réponse et de réhabilitation, ainsi que de résilience et d'adaptation. »



L'honorable **Bridgid Annisette-George** (Trinité-et-Tobago), présidente de la Chambre des représentants, membre du Conseil d'administration de ParlAmericas et hôtesse de la Rencontre

« Dans un monde post-Paris où nous devons nous concentrer sur la mise en œuvre, que pouvons-nous faire pour nous assurer d'avancer vers les objectifs que nous nous sommes fixés au niveau national en matière de genre ? Et c'est à partir de cela que le Plan d'action Genre a été adopté. Il s'agit d'un plan d'action sur deux ans comprenant des sujets liés au renforcement de capacités, à l'équilibre entre les genres, à la cohérence, et à la mise en œuvre, au suivi et au rapport sensibles au genre. »



Bridget Burns, Co-directrice, WEDO

La cérémonie d'inauguration s'est terminée par les remerciements de l'honorable **Christine Kangaloo**, présidente du Sénat (Trinité-et-Tobago).

« Renforcer les capacités des mécanismes soucieux de l'égalité des genres, notamment pour les parlementaires, l'Union internationale parlementaire, les commissions, les ministères qui financent, les organisations non gouvernementales et les organisations de la société civile, pour une budgétisation soucieuse de l'égalité des genres dans l'accès au financement de l'action climatique et la mise à disposition de fonds à cette fin grâce à la formation, aux ateliers d'experts, aux rapports techniques et aux supports. »

Domaine prioritaire D du Plan d'action Genre, « Mise en œuvre favorisant l'égalité des sexes et moyens de mise en œuvre »

Contributions prévues déterminées au niveau national

En Amérique et dans les Caraïbes, les pays suivants mentionnent actuellement le genre ou les femmes dans leurs CDN :

La Barbade, Brésil, Costa Rica, Dominique, République dominicaine, Guatemala, Haïti, Honduras, Mexique, Panama, Paraguay, Pérou, Saint-Vincent-et-les-Grenadines



Un des outils distribués lors de cette réunion a été « [Le régime du changement climatique des Nations unies](#) » de ParlAmericas. Cette ressource présente les institutions principales suivantes aux parlementaires, ainsi que leurs fonctions :

- Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)
- Conférence des Parties (COP)
- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)
- Organisation météorologique mondiale (OMM)



Précis sur le régime du changement climatique des Nations unies

Introduction

Le climat planétaire a toujours connu des variations; il s'agit d'un phénomène naturel. Toutefois, la recherche scientifique suggère que depuis la révolution industrielle, des causes humaines ont accéléré la hausse de température dans l'atmosphère, entraînant des changements sans précédent du système climatique mondial.

Le régime du changement climatique des Nations Unies est en première ligne de l'action internationale pour lutter contre le changement climatique en relevant les défis de l'atténuation et de l'adaptation. Différentes institutions fournissent le cadre permettant aux négociations internationales de modeler les politiques climatiques, d'intégrer des conseils d'experts et des preuves scientifiques, de réaliser des évaluations nationales et d'établir des priorités basées sur la recherche de centaines de scientifiques du monde entier.



Session 1 : Appréhender les risques climatiques d'un point de vue sensible au genre : Points de départ pour l'action parlementaire

Cette session a été modérée par la députée **Pamela Jiles** (Chili) et a présenté le contexte des outils politiques internationaux pouvant servir à des acteurs de niveau national et local pour orienter une action sensible au genre.

Lors de sa [présentation](#), **UnaMay Gordon**, directrice principale du département du changement climatique au sein du Ministère de la Croissance économique et de la Création d'Emploi de Jamaïque, a expliqué que son département a entrepris une évaluation rigoureuse du contexte politique international, en commençant par le [Cadre sur l'adaptation de Cancún](#), pour poursuivre avec l'Accord de Paris et les ODD, afin d'orienter son travail en matière de genre et de changement climatique. Ses efforts sont également façonnés par trois documents importants d'orientation nationaux : la [Politique nationale pour l'égalité des genres](#), le [Cadre politique du changement climatique](#) et [Vision 2030](#).

Reconnaissant la complexité de garantir que le genre et le climat soient tous deux des priorités transversales, Mme Gordon a souligné le rôle positif que la structure institutionnelle des **réseaux de points focaux** a joué au sein des ministères, des services et des organismes gouvernementaux en Jamaïque. Auparavant, les points focaux sur le genre et le changement climatique ne travaillaient pas en étroite collaboration, mais des synergies ont été renforcées grâce à des activités de renforcement de capacités. Elle a indiqué que d'autres priorités incluent celle de maintenir des délégations équilibrées en termes de genre pour les négociations de la COP, celle de poursuivre des consultations publiques larges grâce à des efforts concertés pour atteindre les communautés marginalisées du pays, et celle de produire un Plan national d'adaptation sensible au genre ainsi que 12 plans sectoriels.



Itzá Castañeda, conseillère en genre et en développement durable au [Bureau mondial du genre](#) de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), a réalisé une [présentation](#) mettant l'accent sur le besoin que le travail aux niveaux national et international parvienne aux niveaux sous-nationaux, où les impacts négatifs se font le plus ressentir. Elle a donné des exemples du Mexique, où elle a indiqué qu'il existe un environnement généralement favorable à intégrer le genre dans l'élaboration de lois. Mme Castañeda a souligné le besoin de transcender le genre avec des catégories d'analyse supplémentaires ; elle a signalé les difficultés distinctives des femmes vivant dans le nord comparées au sud du pays, par exemple, ou dans les zones urbaines comparées aux zones rurales. L'un des outils mentionnés pour aider à garantir que les efforts nationaux abordent ces problématiques de façon globale et soient coordonnés est le Plan d'action sur le changement climatique sensible au genre, ou [ccGAPS](#). Le point de départ pour élaborer ce type de plan est souvent une révision du cadre juridique, car il existe généralement des contradictions, les femmes étant considérées comme un groupe vulnérable homogène et non comme des agents du changement rencontrant différents points de vulnérabilité. Elle a également mis les participants en garde contre les approches consistant simplement à ajouter le mot « genre » pour remplir un critère, et a signalé qu'un véritable changement requiert une conception participative et un engagement pour la transparence.

Lors de la [présentation finale](#), **Jennifer Guralnick**, spécialiste de la gestion des programmes au Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR) - Amérique, a donné un aperçu du [Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe](#) (RRC) et de ses quatre priorités d'action : 1) comprendre le risque de catastrophe, 2) renforcer la gouvernance pour le gérer, 3) investir dans la RRC pour la résilience, et 4) renforcer la préparation pour répondre efficacement et « reconstruire en mieux. » Le Cadre de Sendai fait référence à l'importance d'intégrer des perspectives de genre et de mobiliser différents groupes, dont les personnes vivant dans la pauvreté, les personnes ayant un handicap, les migrants, les peuples autochtones, et les jeunes. Pour accélérer le progrès vers les objectifs de Sendai, Mme Guralnick a mis l'accent sur la répartition des thématiques pour sensibiliser aux facteurs sociaux et spécifiques au contexte dans la RRC. Elle a parlé de plusieurs initiatives de l'UNISDR pour soutenir ces efforts, tels que des groupes de travail régionaux sur les statistiques nationales aidant à garantir que le même indicateur puisse contribuer à plusieurs espaces internationaux et que les pays ne soient pas surchargés par les rapports. Enfin, elle a indiqué qu'un guide et l'information techniques pour la gouvernance de la RRC sont à la disposition des pays, tout comme des plateformes en ligne pour rapporter les pertes et les dommages, et pour poser des questions.

En partenariat avec UNISDR, ParlAmericas élabore des directives pour aider les parlementaires à soutenir la mise en œuvre du Cadre de Sendai dans leur pays. Cette ressource comprendra **des protocoles** pour aider à aligner les cadres juridiques et autres actions législatives avec les quatre domaines prioritaires pour la RRC du Cadre de Sendai.





Lors de la période de Q&R et celle du dialogue ouvert qui ont suivi les présentations, les parlementaires participants ont posé des questions et ont partagé des réflexions sur le contexte de leur propre pays liées aux sujets abordés. Les points principaux à retenir de cette session comprennent :

- Le besoin d'actions transformatrices au niveau du genre défiant les rapports de force inégaux entre les hommes et les femmes
- L'importance du changement de paradigme, de « femmes » à « genre », qui comprend l'impact des rôles de genre sur les hommes et les plus grands risques qu'ils rencontrent dans certains secteurs et dans les contextes de catastrophe
- Une myriade d'outils et de structures peuvent aider à aligner les cadres politiques et juridiques nationaux avec les accords internationaux et leurs dispositions en matière de genre, mais toute planification doit être adaptée au contexte intersectoriel et doit être basée sur des processus



Session 2 : Placer les femmes au centre de l'adaptation au climat

Dirigée par la députée **Romina Pérez** (Bolivie), cette session avait pour but d'examiner les efforts parlementaires dans la région pour mieux intégrer les besoins et les connaissances des femmes dans l'adaptation climatique. Des parlementaires de Trinité-et-Tobago, du Pérou et d'Haïti ont répondu à des séries de questions lors d'une discussion de groupe et ont partagé les priorités et les progrès en cours dans leur pays.

Le vice-président de la Chambre des représentants **Esmond Forde** (Trinité-et-Tobago) a parlé de l'engagement du pays à élever les voix des femmes, des jeunes et des communautés marginalisées dans les projets de développement et d'adaptation à Trinité-et-Tobago. Il a affirmé que toutes les actions sont **orientées par les ODD et les principes de bonne gouvernance**, ce qui requiert une forte représentation des femmes dans les rôles de prise de décision de haut niveau. M. Forde a souligné des exemples de progrès de son pays en matière de représentation des femmes en politique et dans d'autres domaines. Il a indiqué que si plusieurs nombres de politiques nationales actuelles sont neutres en matière de genre, le [livre vert](#) récemment présenté pour une politique nationale sur le genre et le développement pourrait dans l'avenir être un mécanisme pour renforcer l'intégration du genre dans la [Stratégie nationale de développement](#) :

[Vision 2030](#) et d'autres politiques.

La membre du Congrès **Ana María Choquehuanca** (Pérou) a ensuite parlé de la nouvelle [loi-cadre sur le changement climatique](#) du Pérou, élaborée pour rendre visible et aborder la complexité du changement climatique et ses impacts sensibles aux genres. Elle a expliqué que, dans son pays, les femmes, en particulier celles qui font partie des communautés autochtones à l'intérieur du pays, jouent des rôles importants, mais sous-évalués dans les pratiques d'adaptation locale. Pourtant, elles ont un accès limité aux ressources, au crédit, à l'éducation, à l'emploi et aux espaces permettant d'exprimer leurs idées et leurs aspirations ; la valeur de leurs **connaissances ancestrales** est de plus négligée. La loi prévoit ainsi une attention particulière à la participation citoyenne, **au genre et à l'interculturalité**, ainsi que des campagnes d'éducation adaptées d'un point de vue linguistique. Mme Choquehuanca a également mentionné le [Plan d'action sur le genre et le changement climatique](#) du Pérou, le premier de son type en Amérique du Sud. En conjonction avec la loi, ce plan jette une base pour assurer de meilleures contributions de la part des femmes dans les initiatives d'adaptation climatique, et de meilleurs résultats pour elles également.



La sénatrice **Dieudonne Luma Étienne** (Haïti) a parlé de son point de vue en tant qu'unique sénatrice et l'une de seulement quatre femmes au Parlement haïtien. Elle a expliqué le contexte de l'extrême vulnérabilité du pays aux impacts climatiques et aux catastrophes naturelles en lien avec les luttes sociales et politiques pour les droits des femmes en Haïti. La sénatrice Luma Étienne a souligné que bien que les Haïtiennes possèdent des compétences de gestion essentielles pour l'adaptation et l'atténuation, elles rencontrent de nombreux points de vulnérabilité, comme les violences sexuelles et sexistes. Le manque de sanctions pour ces violences crée de graves obstacles pour avancer des solutions climatiques sensibles au genre. Ses priorités d'action visent le **besoin de lever toutes les barrières à la participation politique des femmes**, et elle a appelé au soutien international pour atteindre cet objectif, mentionnant le pouvoir des réseaux comme le RPEG.

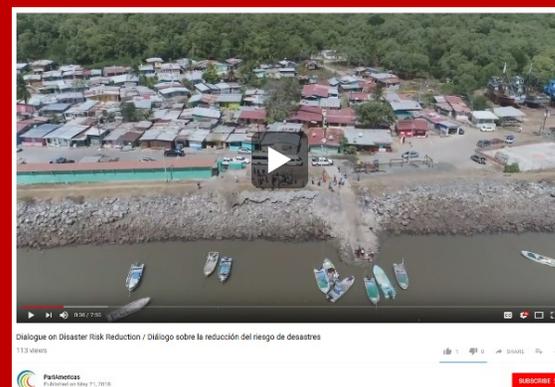
Pendant la période de questions suivant l'intervention, les parlementaires

ont discuté du besoin de faire avancer la représentation des femmes dans les positions de haut niveau et de sensibiliser les acteurs politiques à l'intégration de l'égalité des genres en même temps. Ils ont reconnu que les délais pour adopter des réformes juridiques sont généralement longs, mais que sur une année, les parlementaires peuvent influencer des changements positifs sur les problématiques liées au genre grâce à leur rôle de contrôle budgétaire.

La journée s'est terminée avec des réflexions menées par le président du Sénat **Chester Humphrey** (Grenade), vice-président du RPEG pour les Caraïbes, et **Lorena Barba** de l'ONU Femmes qui a réitéré les points de départ de la budgétisation sensible au genre concernant les sujets climatiques abordés durant les sessions de la journée.



Pendant la Rencontre, la membre de l'Assemblée nationale **Iris Betancourt Téllez** (Cuba) a présenté une nouvelle [vidéo](#) filmée lors de l'activité de ParlAmericas « [Dialogue sur la réduction des risques de catastrophe](#) », organisée en collaboration avec UNISDR dans la ville de Panama en février 2018. Cette vidéo comprend de courtes entrevues avec les parlementaires et les spécialistes du domaine présents, ainsi qu'une séquence d'une visite de terrain et d'une réunion d'information avec le Système national de protection civile du Panama ([SINAPROC](#)).



Session 3 : Genre, santé et changement climatique : Promouvoir une planification sensible et durable

Le panel de spécialistes de la dernière session a été modéré par **Nicole Olivierre**, secrétaire parlementaire au sein du Ministère de l'Énergie et des Industries énergétiques (Trinité-et-Tobago). Chaque intervenant a exposé des initiatives pour garantir que les impacts sanitaires différentiels du changement climatique soient mesurés et pris en compte dans la planification de la réponse aux catastrophes et la santé nationale.

Farmala Jacobs, directrice exécutive de la [Direction des affaires de genre d'Antigua-et-Barbuda](#) a **présenté** l'expérience de la Direction lors de la réponse à l'ouragan Irma puis en aidant la Dominique suite à l'ouragan Maria. Avec le soutien de l'ONU Femmes, le FNUAP et des groupes communautaires, la Direction a distribué des **kits dignité** comprenant des objets souvent négligés, comme des serviettes hygiéniques ou pour incontinence, du papier toilette, du déodorant et des préservatifs. La Direction a également contribué à l'Évaluation des besoins après la

catastrophe dans les abris, fournissant des recommandations pour prévenir et lutter contre la violence basée sur le genre en renforçant les capacités du personnel des abris, des premiers intervenants et des professionnels de la santé. Mme Jacobs a expliqué l'importance de promouvoir la sensibilisation et l'amélioration continue de la **procédure de référence**, qui oriente les survivants de violence vers des services de soutien à partir de différents points d'entrée. Entre autres aspects à améliorer, elle a mentionné une meilleure coordination interministérielle et interinstitutionnelle, des campagnes promouvant les services existants et suivant leur impact, et l'intégration d'une approche de genre dans les **systèmes d'alerte précoce**, **les procédures et la communication**. Pour finir, elle a souligné que la violence basée sur le genre doit être reconnue comme un problème de santé publique.



Ensuite, **Aurora Noguera-Ramkissoon**, agent de liaison pour le Bureau sous-régional des Caraïbes du FNUAP pour Trinité-et-Tobago, a [présenté](#) le travail du FNUAP dans le contexte des catastrophes et des crises humanitaires, en appliquant une approche de droits de la personne en ligne avec le [Programme d'action](#) de la Conférence internationale sur la population et le développement. Elle a décrit certaines de leurs activités les plus importantes, dont l'amélioration de la disponibilité et de l'analyse de données pour les plans de réponse et de récupération, ainsi que des services de santé reproductive et sexuelle. Par exemple, des **paquets de services initiaux essentiels** fournis dans les 48 heures suivant une crise aident à prévenir ou à gérer les conséquences de la violence sexuelle, la transmission du VIH et les mortalités maternelles et néonatales. Toutes ces problématiques peuvent atteindre leur sommet en période de catastrophe ou de conflit et peuvent être exacerbées par des problèmes sur le long terme dans la région, comme la violence chronique, les déplacements de population et la migration. Mme Noguera-Ramkissoon a également donné un aperçu de la valeur des données démographiques tout au long d'une crise humanitaire. Les données de référence, par exemple, sont essentielles pour une planification de contingence basée sur des modèles de scénarios de risque avec différents groupes, et pour cartographier les besoins et les capacités de réinstallation.

Donnant un point de vue de l'Amérique du Sud, la [présentation](#) d'**Ana Carolina Ogando**, associée de recherche à Femmes dans l'emploi informel : Mondialisation et organisation ([WIEGO](#)) s'est concentrée sur les risques sanitaires pour les femmes exerçant dans l'économie informelle. Mme Ogando a parlé du projet Cuidar de WIEGO à Belo Horizonte, au Brésil, une cartographie exploratoire des risques, conçue à partir des principes de recherche d'**action participative**. Ce projet a révélé de nombreux risques sanitaires rencontrés par les ramasseuses de déchets et, grâce à des groupes de discussion et d'autres méthodes, a capturé leur action et leurs contributions sur la manière d'améliorer leur sécurité, leur santé, leur dignité et leur qualité de vie. Les résultats ont révélé des problèmes communs parmi les ramasseuses de déchets : le manque d'aération et d'infrastructure dans les décharges et les centres de recyclage, l'exposition à des températures extrêmes et à des substances toxiques, la violence sexuelle des autorités, et des tensions socio-économiques et psychologiques aggravées par les impacts climatiques comme les inondations, les canicules et les maladies transmises par vecteur (ex. : Zika). Les risques sanitaires ont en outre montré des tendances en fonction du genre et de la race, démontrant le besoin de solutions reflétant les inégalités intersectionnelles. Mme Ogando a conclu avec des recommandations de politiques en soulignant les contributions des travailleuses à la protection de l'environnement et la valeur de leurs connaissances décentralisées pour l'élaboration de politiques.



Enfin, dans sa [présentation](#), Catharina Cuellar, conseillère en genre et en santé pour l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), a exposé les progrès lents et inégaux en matière de santé et d'égalité des genres dans la région. L'une des priorités de l'OPS est par conséquent d'aborder les facteurs sociaux intersectionnels déterminants de santé, allant du travail décent et de l'éducation à l'égalité raciale et l'accès à la terre. Depuis 2005, l'OPS a fait approuver une [Politique sur l'égalité des genres](#) par tous ses États membres. Entre autres objectifs, elle vise à atteindre la meilleure santé possible selon les différents besoins des groupes de population, et à lever les barrières empêchant d'accéder aux services de santé. L'OPS a également un [Plan d'action pour la RRC 2016-2021](#) pour orienter la gouvernance et le renforcement de capacités de gestion des risques de catastrophe dans le secteur de la santé. Mme Cuellar a souligné qu'appliquer ces types de politiques et de plans requiert des investissements dans la santé pour **renforcer** le système entier, ou la capacité des acteurs de la santé, des institutions et des populations à se préparer, à amortir les perturbations et à fournir les services nécessaires rapidement. Il s'agit selon elle d'une partie importante du travail pour atteindre les objectifs de l'OPS d'**accès universel à la santé et de couverture maladie universelle**.



Groupes de travail

La seconde partie de cette session a permis aux parlementaires de participer à de plus petits groupes de discussion sur les liens entre le climat, le genre et la santé. Modérée par la directrice générale de ParlAmericas **Alisha Todd**, cette activité a réuni les parlementaires lors de tables rondes, dont chacune a analysé les impacts sociaux directs et indirects de différents phénomènes liés au changement climatique, aux catastrophes ou à d'autres formes de destruction de l'environnement. Avec des sujets comme les inondations, les séismes, la hausse du niveau de la mer, les incendies et la pollution des eaux, les parlementaires ont évalué les impacts sanitaires potentiels d'un point de vue du genre intersectionnel. Ils ont également discuté des réponses législatives, tenant compte de facteurs propres aux contextes (culturel, environnemental, politique ou historique) pour différents pays de la région.



La **déclaration** finale a été présentée et lue par l'honorable **Mobina Jaffer** (Canada), et la discussion et le processus d'approbation ont été modérés par l'honorable **Bridgid Annisette-George**, présidente de la Chambre des représentants (Trinité-et-Tobago).

Les engagements pris dans cette déclaration par les délégations parlementaires incluent le suivant :

- Promouvoir la transversalisation du genre dans le travail parlementaire sur l'action climatique, et le développement d'outils et de politiques budgétaires nationales pour considérer les différents impacts des dépenses et des impôts sur les femmes, les hommes et les groupes traditionnellement marginalisés, selon les contextes nationaux.
- Favoriser un environnement politique propice à la mise en œuvre d'accords et de plans d'action internationaux sur le changement climatique avec une perspective de genre, encadré par des politiques nationales et des processus de consultation transparents et inclusifs.
- Encourager nos gouvernements et organes législatifs à mener des évaluations nationales et infranationales sur le niveau de sensibilité au genre en ce qui concerne les risques de santé associés avec le changement climatique afin de renforcer les mesures du secteur public envers les vulnérabilités spécifiques des différents groupes de la population.
- Promouvoir la collaboration entre les parties prenantes nationales et régionales, comme les organisations locales de femmes, les organismes scientifiques et le secteur universitaire, le secteur privé et les agences gouvernementales afin de trouver des solutions communes aux défis soulevés par le changement climatique et des actions pour y remédier.

Nous invitons les parlementaires à faire part de toutes les actions liées et de tout autre engagement pris lors d'événements de ParlAmericas. La progression sera enregistrée et présentée aux prochaines réunions avec tous les parlements membres.

PARLEMENTS PRÉSENTS



ANTIGUA-ET-
BARBUDA



BELIZE



BOLIVIE



CANADA



CHILI



CUBA



ÉQUATEUR



LE
SALVADOR



GRENADE



GUATEMALA



GUYANE



HAÏTI



HONDURAS



JAMAÏQUE



MEXIQUE



PARAGUAY



PÉROU



ST. CHRISTOPHE
-ET-NIÉVÈS



SAINTE-LUCIE



ST. VINCENT-ET-
LES-GRENADINES



SURINAME



TRINITÉ-ET-TOBAGO



Abonnez-vous au podcast de ParlAmericas sur [iTunes](#) et [Google Play](#) pour accéder aux épisodes, y compris cette intervention, et d'autres présentations de cette Rencontre, ainsi que d'autres activités dans la région.

Cette rencontre a été possible grâce au soutien généreux du Parlement de la République de Trinité-et-Tobago et du Gouvernement canadien par l'entremise d'Affaires mondiales Canada.



Canada

Pour des informations concernant le travail du RPEG, veuillez contacter le programme pour l'égalité des genres de ParlAmericas : parlamericasgen@parlamericas.org.

PARLAMERICAS



ParlAmericas est l'institution qui promeut la **DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE** dans le **SYSTÈME INTERAMÉRICAIN**



ParlAmericas est composé de 35 **ASEMBLÉES LÉGISLATIVE** de l'Amérique du Nord, centrale et du Sud, et des Caraïbes



ParlAmericas facilite l'échange des **MEILLEURES PRATIQUES** parlementaires et promeut le **DIALOGUE POLITIQUE COOPÉRATIF**



ParlAmericas intègre l'**ÉGALITÉ DES GENRES** en préconisant l'autonomisation politique des femmes et l'application d'une perspective d'analyse du genre dans le travail législatif



ParlAmericas promeut les **PARLEMENTS OUVERTS** en renforçant les principes de transparence, de responsabilisation, de participation citoyenne, et d'éthique et probité



ParlAmericas encourage les politiques et mesures législatives pour atténuer et s'adapter aux effets du **CHANGEMENT CLIMATIQUE**



ParlAmericas travaille pour renforcer la démocratie et gouvernance en accompagnant les **PROCESSUS ÉLECTORAUX**



ParlAmericas est basé à **OTTAWA, CANADA**

Secrétariat International de ParlAmericas
710—150 rue Wellington, Ottawa, Ontario, K1P 5A4 Canada
Téléphone: +1 (613) 594-5222 | Télécopieur: +1 (613) 594-4766
www.parlamericas.org | info@parlamericas.org

